

A propos d'un geste

Dans le courant du mois d'octobre de cette année 2013 deux personnes ont été jugé à Alès dans le Gard pour avoir participé à empêcher un internement d'office en psychiatrie cet été dans le village de Sumène. Officiellement ils sont accusés d'entrave à l'assistance d'une personne en danger, ainsi que, pour l'un des deux, d'outrage à agent. Ils ont écopés chacun d'une peine de six mois de sursis et de deux cents dix heures de travaux d'intérêt généraux ... A quoi se rajoutent en tout deux milles cinq cents euros d'amendes, de dommages et intérêts et de frais divers ... ! Les deux vont demander un appel.

D'un coté nous voulons ici revenir sur ce qui s'est passé, sur les raisons qui nous ont poussé à agir de cette façon et sur les questions que soulève ce « fait divers » parce que nous pensons qu'il est symptomatique de quelque chose de bien plus vaste et qu'il est important de faire connaître ce genre d'expériences, d'en parler au moins. De l'autre nous appelons au soutien de cette action spontanée, que nous assumons pleinement, et à la propagation des gestes de résistance aux différentes formes d'enfermement.

Le dimanche 28 juillet 2013 au petit matin, au festival des Transcévénols de Sumène, nous étions six sept copains-es dans le village, quand on entend dire que les gendarmes sont en train de réveiller brutalement, pour contrôle d'identité, les derniers dormeurs-es sur la pelouse de la place. Nous nous en rapprochons et faisons le constat amer qu'ils viennent de provoquer une crise de panique chez une femme qui dormait. Nous sommes allés spontanément vers elle pour la soutenir face à trois gendarmes, un policier rural et les pompiers venant

d'arriver, enfilant leurs gants de latex. Comprenant qu'ils ont pris la décision de l'interner sans avoir même tenté de lui parler, nous lui proposons de l'aider à rassembler ses affaires et de l'emmener chez un copain qui habite pas loin. Après quelques petites échauffourées nous profitons d'un moment d'hésitation de la part des forces de l'ordre pour le faire et remarquons qu'elle, E., a réussi à se détendre un peu, assez pour ranger consciencieusement ses affaires dans ses sacs. Nous commençons donc à marcher avec elle en direction de chez notre ami, quand un pompier décide qu'il ne partira pas sans l'avoir embarqué.

Les gendarmes tentent alors de l'interpeller sans grande conviction, et nous réussissons à l'accompagner à l'appartement, suivis de quelques mètres par les gendarmes.

Alors que nous sommes assis avec E., préparant un thé dans la cuisine, ils commencent à taper à la porte en réclamant d'entrer afin « de porter assistance à une personne en danger ».

Le locataire répète à plusieurs reprises aux gardiens de la paix sociale ainsi qu'à quelques personnes rassemblées dans la rue, que personne n'est en danger chez lui. Malgré cela ils enfoncent la porte. Et bim!

Les cinq six autres ami-es qui dormaient encore dans l'appartement sont alors bien réveillés, les gendarmes entrent tandis que nous restons bien sagement assis. L'un d'eux se met à relever nos identités, pendant que les autres se dirigent à la cuisine. De là débute un étrange ballet, entre subtils rapports de force et coups de pression, durant lequel nous ne cessons de réclamer la venue d'un médecin. Le médecin finit par venir, et constate qu' E. n'est pas en danger et qu'elle refuse de partir avec eux, ce qui leur ôte le droit de l'interner d'office.

Le samu s'en va, les gendarmes restent, un peu confus, en attendant les ordres...

... et puis s'en vont. Petite victoire!

Après un court répit angoissé, ils reviennent avec du renfort, beaucoup moins hésitants. Au pas de la porte, ils désignent un copain du doigt, en lui disant « Ou tu viens de suite avec nous, ou on vient te chercher! ». Nous réagissons en nous rapprochant de lui. L'intervention est violente, s'en suit une descente dans la rue avec bousculades, lacrymos, coups. Arrestation du locataire dans la rue, les deux copains se font traîner jusqu'aux véhicules. Des enfants, une femme enceinte et des passants ont aussi pu profiter du gaz au passage.

Accompagnés des personnes présentes dans la rue ainsi que de quelques autres personnes solidaires, nous sommes partis devant la gendarmerie.

On gueule un peu, on réclame la sortie des copains et le papa des enfants demande à porter plainte, ce qui lui est refusé. On installe un barrage filtrant pour expliquer la situation aux voitures et attirer l'attention. Lorsque la sortie imminente des copains se fait sentir, nous construisons une barricade de fortune pour empêcher les gendarmes de les emmener dans une autre gendarmerie pour les mettre en garde à vue. Ils forcent la sortie, gazeuses à la main et partent à toute vitesse.

Nous repartons écoeurés. Notre dégoût est encore renforcé lorsque des personnes faisant parties de l'organisation du festival nous assaillent de reproches débiles, qui démontrèrent seulement leur alliance avec le pouvoir local. Ils affirment que nous sommes en train d'utiliser E. pour faire passer nos idées politiques, mais ne se préoccupent en réalité que du fait que toute cette histoire a perturbé leur festival.

L'après-midi est ponctuée par des recherches pour savoir ce qui se passe avec nos camarades (en vain) et nous sommes de plus en plus concrètement confrontés à l'ambiguïté de notre position par rapport à E. dans la suite des choses. Nous l'avions

protégé spontanément mais nous voyions bien que nous n'avions ni l'énergie, ni les capacités, ni l'espace nécessaire pour être vraiment là pour elle. Elle avait sa bulle, et cela demandait énormément de patience, d'écoute et de retenue pour arriver à y entrer et à entrer en contact. Elle nous a entre autre beaucoup parlé des nombreuses années qu'elle avait passé en HP qui l'avaient terriblement traumatisés. Nous nous sommes relayés durant les deux jours qui ont suivis afin de lui tenir constamment compagnie et de maintenir la communication et la confiance nécessaires pour réduire son sentiment d'oppression apparent. Nous avons bu beaucoup de café, fumé beaucoup de clopes, mangé, angoissé, crié et ri ensemble, à la recherche d'une solution plus durable que celle que nous pouvions lui proposer alors.

Les deux copains arrêtés sont sortis de garde-à-vue dans la soirée du dimanche.

Le lundi en fin de journée, n'ayant toujours trouvé aucune solution, nous sommes partis à la rivière avec E. Dans le village à coté nous avons rencontré une amie à elle de longue date qui l'a recueillie. Même si cette solution temporaire n'était évidemment pas une solution véritable elle a débloqué une situation dans laquelle nous étions affreusement impuissants au delà de ce que nous avons fait.

Juste pour le signaler au passage, les fachos du coin ont profité de l'affaire pour faire un peu d'agitation au village et surtout sur internet contre ces agissements de « rabas » (parasites) en propageant des discours tirés par les cheveux. Ils sont quand même allés jusqu'à prendre en photo des personnes et publier ces photos sur leur blog ... en mode rabaswatch ...

Il nous paraît évident que cette histoire renvoie à la question de la maladie.

Dans le monde tel qu'il est la maladie est la seule forme de vie possible. La société bourgeoise produit des névrosés en réprimant les désirs, dès la petite enfance, de l'individu, afin que celui-ci s'adapte aux fonctionnements sociaux établis.

Nous sommes tous malades, fous, aliénés, dégénérés ... Mais pour la plupart nous apprenons à *gérer* cette maladie. À la cacher, à l'oublier, à faire avec ... à la faire taire.

Nous apprenons à réprimer nos désirs pour fonctionner dans la société. Pour remplir notre rôle. Aller travailler. Acheter des marchandises. Dans ce monde quelqu'un est dit en bonne santé quand il se soumet bien à l'ordre dominant.

Pour soulager la frustration que provoque cette répression nous avons la consommation. Le match de foot, la soirée en boîte, la grosse voiture, la nouvelle cuisine, le stage de développement personnel, une bière en terrasse, un festival ... Nous pensons réellement désirer tout cela. Déjà ce ne sont plus nos désirs, mais ceux de la marchandise, et nos désirs propres, enfouis, se transforment en une souffrance insaisissable que nous devons encore enfouir.

Mais nous avons beau apprendre à masquer la maladie, il y a des symptômes. Et même si nous apprenons à les dissimuler et à les écraser aussi, parfois ils sont si puissants qu'ils éclatent au grand jour. Il y a les pétages de plomb, les crises d'angoisse, les envies de suicide ou de meurtre, les délires, la dépression, le cancer, les douleurs insoutenables venues de nulle part ... Alors il faut encore *gérer*, se taire, voir le doc, un psy ou un autre expert de merde, prendre des médicaments. Sauf que des fois on ne gère plus.

Et c'est là, à ce moment crucial, qu'interviennent les institutions de l'enfermement. Dès qu'on perturbe la bonne

marche de la marchandise, dès qu'on ne fonctionne plus comme il faut, dès qu'on sort du cadre, dès qu'on fait un pas de côté, dès qu'on exprime un peu trop fort son mécontentement, sa colère, sa souffrance, sa misère il y a la prison ou la psychiatrie. Délinquance, folie. Ce sont les deux cases dans lesquelles on range ceux qui, de par une trop grande inadaptation, un écart trop important à la norme dérangent le cours des *choses*.

Il y a des personnes qui n'arrivent pas à développer la dureté nécessaire pour fonctionner dans la froideur du quotidien. Des personnes trop sensibles pour supporter l'insupportable violence que nous inflige le mécanisme social. Des personnes qui se perdent dans la jungle de l'inconscient entre désirs réprimés, frustrations et ersatz de jouissance et qui tentent alors de fuir tout ce bordel en se créant une bulle qui deviendra leur monde mais dans laquelle ils s'enferment à nouveau. Communément ces personnes on les appelle les fous. Et les fous, quand ils foutent trop le bordel et que ça dérange le flux de la marchandise, et ben on les enferme à l'HP. Et quand ils sont vraiment trop fous ils y restent longtemps. On leur file plein plein de médocs et un semblant de thérapie qui vise au mieux la réintégration au monde du travail. Pour chaque crise, chaque problème il y a des réponses préétablies mais jamais on écoute, jamais on ne tente de comprendre le monde dans lequel vit cet humain spécifique, l'histoire particulière qui l'a mené à le construire, parce que de toute façon ce n'est pas le but. Le but c'est de *gérer* ces personnes qui ne se *gèrent* pas elles-mêmes, de faire en sorte qu'ils ne dérangent pas.

Tout ça on y est habitué. La répression est partout présente, à la vue de tous, elle fait partie de la banalité du quotidien, elle est cette banalité. Tous les jours des personnes

se font humilier, agresser, arrêter, interner, torturer sous le regard indifférent de la masse impassible. Il y en a bien qui ne restent pas indifférents mais la peur et l'isolement nous empêchent bien trop souvent d'y opposer une quelconque résistance.

Mais il est de ces moments où l'on n'accepte plus, où l'on ne peut plus rester dans la passivité, où en se retrouvant encore une fois face à une des innombrables expressions de l'horreur on agit, sans se poser la question si l'on a une quelconque chance. On prend alors le risque de la résistance, on s'expose soi-même à la répression parce qu'on ne peut plus supporter, juste pour le geste, pour ne pas toujours se laisser faire, pour garder un minimum de dignité, pour ne pas encore une fois se rendre coupable par l'inaction. Et tant pis si on s'en prend dans la gueule, et tant pis si à la fin on perd toujours, si nous voulons rester un tant soit peu vivants nous devons résister!

Le fait divers de l'été de Sumènes était un moment comme ça.

Nous avons aujourd'hui bien le sentiment que ces quelques lignes reflétant nos gestes imparfaits sont nécessaires mais insuffisantes pour répondre aux questions et problématiques relevées encore une fois par cette histoire. Face à la psychiatrie et sa logique d'enfermement, rouage de la machine répressive, il s'agit de développer ces questions plus généralement pour créer des outils, des savoirs-faire, des armes pour se défendre et y opposer des pratiques émancipatrices au long terme.

Et bim!

Des rabas

Donc pour le soutien : A Montpellier il y a à nouveau une sorte de caisse anti-répression qui s'est montée de façon plutôt informelle suite à l'accumulation de procès de copains-es :

- 1 moi ferme (peine que nous tentons de transformer) pour bris de vitre au carnaval des gueux
- 40 heures de T.I.G pour rébellion pour une personne et 200 euros d'amende pour dégradation d'une voiture de police pour une autre lors d'une interpellation brutalement musclée au Baletti (danse traditionnelle occitane). La police a posé appel pour les dommages et intérêts qui n'ont pas été accordés.
- 200 euros d'amende avec sursis plus 540 de frais et dommages et intérêts pour outrage lors d'un apéro antifa contre la tenue d'une prière contre le mariage pour tous
- Deux personnes 105 heures de T.I.G et une 3 semaines en préventive pour vol en réunion d'essence et refus de signalétique.